PROCEDURE D'ALERTE – ENTITE SUI GENERIS – DESIGNATION VOLONTAIRE

La procédure d'alerte doit être mise en œuvre par le CAC dès lors que les conditions sont réunies même s'il a été désigné sur une base volontaire (oui)

La procédure d'alerte doit être mise en œuvre par le commissaire aux comptes dès lors que la continuité d'exploitation de l'entité est compromise. Il importe peu que le commissaire aux comptes ait été désigné sur une base volontaire à condition toutefois qu'un texte relatif au statut de cette entité prévoie expressément la mise en œuvre de ladite procédure.

(EJ 2020-79)

Question :

Le commissaire aux comptes d'une entité *sui generis* doit-il mettre en œuvre la procédure d'alerte alors qu'il a été désigné dans cette entité sur une base volontaire ?

*

La Commission des études juridiques rappelle que les dispositions relatives à la procédure d'alerte ne figurent pas dans le Titre II du Livre VIII du code de commerce, qui comprend les prescriptions applicables aux commissaires aux comptes, quelle que soit l'entité dans laquelle ils exercent leur mandat.

De ce fait, la procédure d'alerte peut être mise en œuvre dans les entités ayant désigné un commissaire aux comptes, qu'il s'agisse d'une désignation obligatoire ou volontaire, uniquement dans la mesure où un texte la prévoit directement ou par renvoi ou lorsque la forme juridique imposée à l'entité la rend applicable. Par conséquent, la procédure d'alerte du commissaire aux comptes n'est pas applicable dans certaines entités dans lesquelles le commissaire aux comptes exerce une mission de certification des comptes.

La Commission rappelle qu'il appartient au commissaire aux comptes de vérifier si l'entité *sui generis* peut être qualifiée de « *personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique* » au sens de l'article L. 612-1 du code de commerce. Si tel est le cas, les dispositions de l'article L. 612-3 du même code relatif à la procédure d'alerte dans ces entités seraient applicables :

« Lorsque le commissaire aux comptes d'une personne morale visée aux articles L. 612-1 et L. 612-4 relève, à l'occasion de l'exercice de sa mission, des faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de cette personne morale, il en informe les dirigeants de la personne morale dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

A défaut de réponse dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, ou si celle-ci ne permet pas d'être assuré de la continuité de l'exploitation, le commissaire aux comptes invite, par un écrit dont la copie est transmise au président du tribunal judiciaire, les dirigeants à faire délibérer l'organe collégial de la personne morale sur les faits relevés. Le commissaire aux comptes est convoqué à cette séance. La délibération de l'organe collégial est communiquée au comité social et économique et au président du tribunal judiciaire.

Lorsque l'organe collégial de la personne morale n'a pas été réuni pour délibérer sur les faits relevés ou lorsque le commissaire aux comptes n'a pas été convoqué à cette séance ou si le commissaire aux comptes constate qu'en dépit des décisions prises la continuité de l'exploitation demeure compromise, une assemblée générale est convoquée dans des conditions et délais fixés par décret en Conseil d'Etat. Le commissaire aux comptes établit un rapport spécial qui est présenté à cette assemblée. Ce rapport est communiqué au comité social et économique.

Si, à l'issue de la réunion de l'assemblée générale, le commissaire aux comptes constate que les décisions prises ne permettent pas d'assurer la continuité de l'exploitation, il informe de ses démarches le président du tribunal et lui en communique les résultats.

Dans un délai de six mois à compter du déclenchement de la procédure, le commissaire aux comptes peut en reprendre le cours au point où il avait estimé pouvoir y mettre un terme lorsque, en dépit des éléments ayant motivé son appréciation, la continuité de l'exploitation demeure compromise et que l'urgence commande l'adoption de mesures immédiates.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsqu'une procédure de conciliation ou de sauvegarde a été engagée par le débiteur en application des articles L. 611-6 et L. 620-1 ».